

Agriculture

Une année 2018 pénalisée par la sécheresse estivale

La sécheresse estivale de 2018 généralisée dans le Grand Est pénalise le bilan des productions végétales, notamment les cultures d'automne (maïs, betteraves, pommes de terre), et la production de fourrages. Côté prix, une récolte mondiale en retrait favorise les cours des céréales sur les premiers mois de campagne, tandis que la filière sucre fait toujours face à des cours bas pour sa deuxième campagne depuis la suppression des quotas.

La hausse de la production laitière régionale se révèle la plus forte de France, malgré une réduction du cheptel laitier suite à la sécheresse. Les cours des bovins se replient, et l'export de brouillards baisse sensiblement en 2018. Enfin, la proximité de la peste porcine africaine pourrait constituer une menace pour la filière porcine du Grand Est.

Cécile Biaudet, Geneviève Boude, Rémi Courbou, Philippe Wattelier, Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf Grand Est)

Grandes cultures : le maïs fortement affecté par la sécheresse

En 2018, la production de céréales, d'oléagineux et de protéagineux du Grand Est s'élève à 11 millions de tonnes (Mt), soit 1,4 % de moins que la moyenne quinquennale 2013-2017 (11,2 Mt). Le résultat des récoltes du maïs grain, fortement touchées par la sécheresse, constitue le principal facteur de repli. Les autres grandes cultures ont quant à elles bénéficié d'un printemps doux et pluvieux, permettant une production conforme aux normales, à l'exception du colza en retrait de 3 % par rapport à la moyenne.

La production de blé tendre reste stable sur un an avec 5 Mt produites dans la région, mais diminue légèrement comparée à la moyenne quinquennale (-0,6 %). En 2018, si les surfaces accusent un recul par rapport à 2017 en raison de prix mondiaux peu incitatifs fin 2017, les conditions de cultures permettent une récolte précoce et de bons rendements : 73 quintaux/hectare (q/ha) contre 72 q/ha en moyenne. Une récolte mondiale en baisse dans les principaux bassins de production entraîne une forte hausse des cours en juillet, qui dépassent le palier symbolique des 200 €/t avant de se stabiliser entre 190 €/t et 200 €/t. Les cotations s'orientent à la baisse au premier trimestre 2019 en raison d'anticipations positives sur le niveau de la récolte à venir.

La plus forte régression concerne la production de maïs grain qui, avec 1,7 Mt produits en 2018, décroît de 17 % sur un an et de 9 %

par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, du fait de la sécheresse. Les départements alsaciens ont été les moins affectés par la sécheresse grâce à l'irrigation. Le rendement régional du maïs grain s'élève à 95 q/ha en 2018, contre 113 q/ha l'année précédente et 99 q/ha en moyenne. Les surfaces continuent leur érosion en perdant 0,6 % sur un an. La sécheresse de l'été contribue à la flambée des cours en août et septembre 2018, avant que les cotations se stabilisent à partir d'octobre autour de 175 €/t. La tendance fléchit au premier trimestre 2019 dans le sillage du blé.

Avec 1 Mt, la production de colza baisse de 3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les conditions météorologiques du printemps ont perturbé le développement des plantes, notamment au nord de la région. Dans le Grand Est, le rendement moyen atteint 31,6 q/ha en 2018 contre 34,4 l'année précédente et 37,5 q/ha en moyenne quinquennale. Les cours du colza restent dans la moyenne des cotations observées ces dernières années, entre 360 et 380 €/t. La conjonction de facteurs haussiers (récoltes en retrait, réduction des surfaces semées fin 2018) et baissiers (concurrence des autres huiles, tensions sino-américaines) maintient les cours dans cette fourchette.

Enfin, la production d'orges diminue de 2,2 % en comparaison de la moyenne, à 2,8 Mt. L'augmentation notable des rendements (+5,3 %) compense en partie la baisse sensible des surfaces (-5,5 %), notamment dans les départements lorrains où l'assolement en orges recule jusqu'à

-10 % par rapport à la moyenne. Les cours des orges suivent la tendance de ceux du blé, avec une hausse des prix après la récolte, par effet de substitution. La tendance s'inverse au premier trimestre 2019 du fait d'une demande en berne et d'une parité monétaire défavorable aux exportations.

Betteraves sucrières, la double peine : des rendements en retrait et des prix bas

La campagne sucrière 2018/2019 a pris fin mi-janvier dans le Grand Est, et s'avère l'une des plus courtes de ces dernières années en raison de rendements décevants. La sécheresse prolongée a eu un impact notable sur les rendements, avec 77 tonnes/hectare (t/ha) en 2018 contre 96 t/ha en 2017 (-20 %) et 91 t/ha en moyenne (-15 %). Les surfaces de betterave sont en léger retrait sur un an (-0,8 %), sur fond d'excédents mondiaux de production de sucre qui tirent les prix à la baisse, et de tensions au sein de la gouvernance de la filière. Elles restent cependant à un niveau élevé depuis la libéralisation du secteur, avec 115 300 ha dans la région en 2018 contre 98 000 ha en 2016 (+18 %), à la fin de l'ère des quotas.

Pommes de terre : récolte correcte en consommation mais moindre en fécula

Les conditions météorologiques de cette année n'ont pas été trop pénalisantes pour les pommes de terre de consommation, majoritairement irriguées. Le rendement se

situé à 48 t/ha dans le Grand Est, au niveau de la moyenne quinquennale, mais légèrement moins qu'en 2017 (- 2 t/ha). La progression des surfaces de 800 ha permet un accroissement de la production de 2 % par rapport à 2017. Dans un contexte de baisse de la production européenne et d'une demande industrielle croissante, les prix sont fermes avec une révision à la hausse des nouveaux contrats.

Par contre, la production en pommes de terre de féculé, généralement non irriguées, diminue de 13 % en un an. Les surfaces sont stables mais le rendement perd 7 t/ha comparé à 2017 et se situe 20 % en dessous de la moyenne quinquennale.

Fourrages : une production fortement déficitaire en Grand Est

Malgré un printemps 2018 favorable à la pousse de l'herbe, la production des prairies du Grand Est, stoppée par la sécheresse estivale, est déficitaire cette année de 35 % par rapport à une année moyenne, avec des disparités allant de 20 à 40 % selon les régions fourragères. La production en maïs fourrage, dont la qualité nutritive est dégradée, se situe 8 % en dessous de la moyenne quinquennale. Face à cette situation, le bilan fourrager des exploitations est fortement déficitaire et les éleveurs sont contraints à des achats de fourrage.

Production laitière : une année plus favorable

Le Grand Est produit au total 2 274 millions de litres de lait en 2018. C'est 50 millions de plus qu'en 2016 et 2017 et 20 millions de plus que la moyenne quinquennale 2013-2017. La région est ainsi celle qui a enregistré la plus forte augmentation de production (+ 2,3 %), alors que le niveau national est stable. Plus de 4 % des livraisons en laiteries sont réalisées en production biologique, contre 3,2 % l'an dernier et 3,5 % pour l'ensemble métropolitain. Cet accroissement de production a eu lieu sur les trois premiers trimestres, grâce à une météo plutôt favorable, avant que la canicule estivale ne réduise la production fourragère nécessaire par la suite.

En production conventionnelle, la hausse de 1,4 % (+ 30 millions de litres) résulte d'une amélioration de la productivité par animal et d'une progression des cheptels, passant de 63 vaches en 2013 à 73 en 2018. Ceci compense la perte de 1 000 producteurs ces six dernières années, proches désormais du seuil des 4 000, ainsi qu'une décapitalisation des cheptels laitiers.

La hausse de la production régionale totale provient donc également des exploitations biologiques ; la croissance annuelle est de 29 % (+ 20 millions) et le nombre de producteurs s'élève aujourd'hui à 306, soit 80 de plus qu'en 2013.

Tandis que le prix moyen du lait conventionnel gagne 2 € par rapport à l'an dernier, à 343 € les milles litres, le lait d'origine biologique est rémunéré à une moyenne de 466 €, soit 5 € de plus qu'en 2017.

Productions bovines : 2018 comme 2017, plutôt dans la moyenne

2018 restera une année caractérisée par une quantité importante d'abattage de vaches laitières (+ 6,6 %), notamment sur le dernier quadrimestre, après une année 2017 en recul de 6,5 %. Dans une moindre mesure, on observe également une hausse des abattages d'anciennes allaitantes (+ 1,3 %). Au total, les quantités abattues de gros bovins demeurent identiques à 2017, comme au niveau national.

Après les hausses de 2017, l'année 2018 est marquée par des cours en baisse pour le jeune bovin et la génisse (- 2 % et - 2,7 %), avec des valeurs globalement toujours inférieures à l'an dernier. Dans le même temps, les cotations des vaches de réforme allaitantes et laitières demeurent stables.

En 2018, 20 400 jeunes bovins sont exportés. Cela traduit un repli de 14,5 % des envois de broutards, notamment des mâles (- 22 %). La région exporte désormais plus de femelles que de mâles.

Entre janvier et décembre 2018, tandis que le coût général des intrants mesuré par l'indice IPAMPA augmente de près de 4 %, le coût de aliments pour gros bovins s'accroît de 7,2 %.

Productions porcines : le risque reste présent

L'année est marquée par la proximité de la peste porcine africaine, présente notamment en Belgique, mais également en Chine, avec comme conséquence une désorganisation complète du marché international, auquel il faut ajouter le conflit commercial sino-américain. Les cours demeurent bas tout au long de l'année, en Europe comme en France. Régionalement, avec une moyenne annuelle de 1€38 le kilo de porc classe E+S, ils sont inférieurs de près de 11 % à ceux de 2017 et de 8,6 % ramenés à la dernière moyenne quinquennale. L'effet s'en ressent d'autant plus chez les producteurs que dans le même temps, le coût de l'aliment porcin progresse de plus de 8 %.

À l'inverse, les abattages régionaux de porcs charcutiers sont en hausse de 8,7 % en unités, mais de 8,4 % en tonnage, les poids unitaires ayant régressé de 320 grammes. À l'échelle européenne et malgré un recul de 2,3 % en Allemagne, la production porcine augmente de 2,7 % en tonnage. En France, la croissance est de 0,9 %.

Productions ovines : stabilité

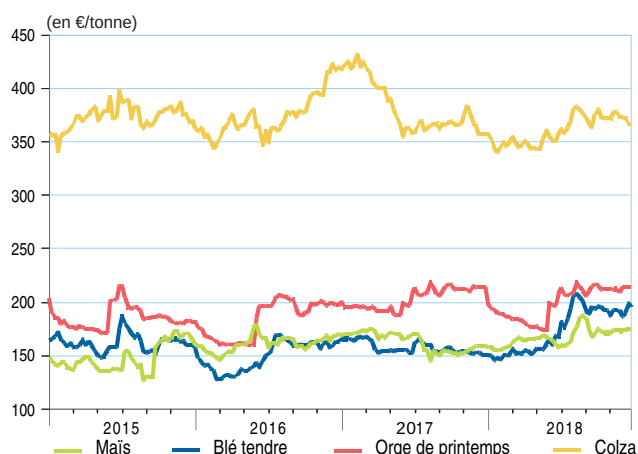
C'est une année de stabilité pour les cours ovins. Grâce à un premier semestre favorable et malgré un second semestre plus baissier, les cours sont en hausse de près de 1 % comparés à 2017 et quasiment constants depuis cinq ans. Cela ne compense pas complètement l'augmentation du coût des aliments (+ 5,2 %), même si la charge est moindre sur les coûts de production. Le constat est identique concernant les abattages, restés pratiquement inchangés depuis trois ans. ■

1 Productions végétales dans le Grand Est

	Production (en tonnes)		Variation de la production (en %)	
	2018	2017	2018/2017	2018/ 2013-2017
Céréales	9 734 343	10 037 738	-3,0	-2,0
dont blé tendre	5 005 202	5 012 920	-0,2	-0,6
orge d'hiver	1 484 148	1 486 653	-0,2	-3,8
orge de printemps	1 341 855	1 301 522	3,1	3,3
maïs grain	1 716 595	2 059 824	-16,7	-8,9
Oléagineux	1 107 297	1 052 982	5,2	-0,6
dont colza	1 007 479	950 011	6,0	-3,0
tournesol	62 778	71 095	-11,7	11,7
Protéagineux	121 820	151 500	-19,6	-10,4
dont pois protéagineux	112 234	137 264	-18,2	-6,4
féverole	9 366	14 118	-33,7	-47,7
Betteraves	8 927 465	11 159 628	-20,0	-1,4
Pommes de terre	929 081	939 504	-1,2	7,5
dont féculerie	230 530	265 994	-13,2	-5,7
consommation	679 382	655 614	3,6	13,0

Source : SRISE DRAAF Grand Est, Statistique agricole annuelle 2013 à 2018.

2 Cours des céréales et oléagineux



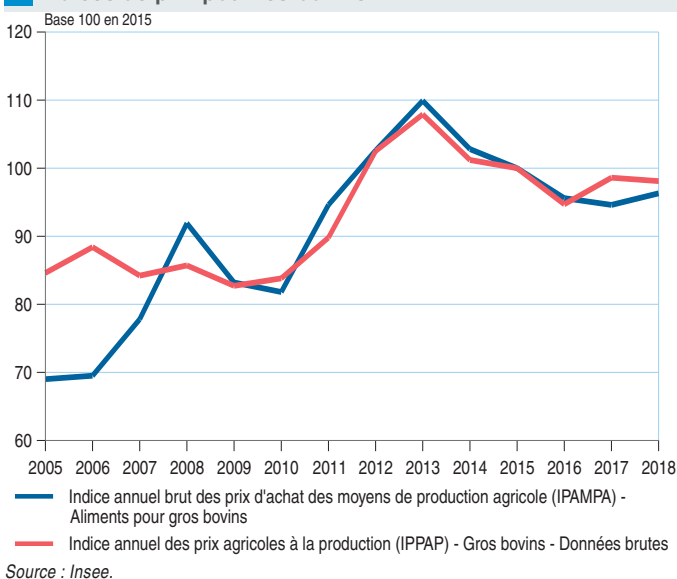
Source : Marché de Paris.

3 Productions animales dans le Grand Est

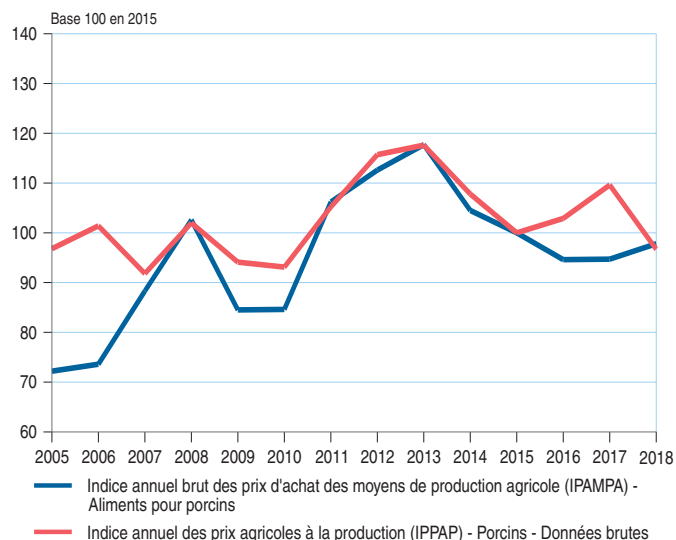
	Production (en tonnes)		Variation de la production (en %)	
	2018	2017	2018/2017	2018/ 2013-2017
Gros bovins	87 145	85 661	1,7	-1,6
dont vaches	30 511	28 771	6,0	3,0
génisses	13 283	11 983	10,8	37,7
taurillons	34 559	35 320	-2,2	-11,7
bœufs	7 787	8 623	-9,7	6,6
Veaux de boucherie	1 150	1 352	-14,9	25,9
Ovins	1 740	1 724	0,9	9,1
dont agneaux	1 682	1 681	0,1	8,9
Porcins	24 396	22 549	8,2	17,2
dont porcs charcutiers	24 071	22 188	8,5	17,5
Production laitière (en milliers d'hl)	22 742	22 229	2,3	0,7

Source : SSP, enquête Abattages et FranceAgrimer, enquête mensuelle laitière.

4 Indices de prix pour les bovins

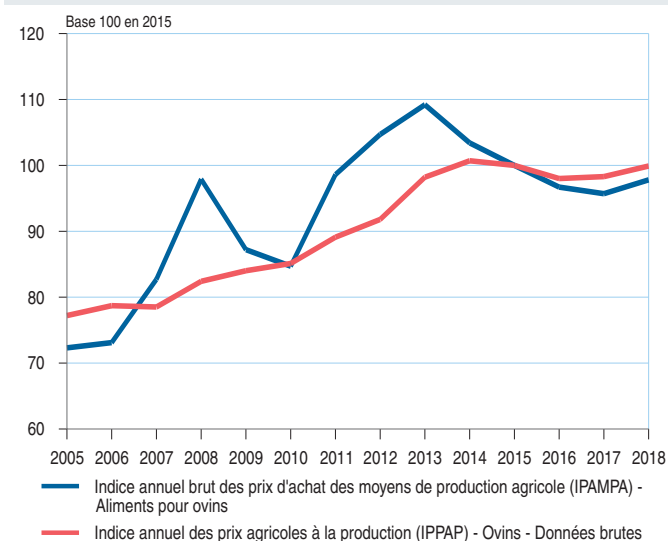


5 Indices de prix pour les porcins



Source : Insee.

6 Indices de prix pour les ovins



Source : Insee.